



Le numéro d'octobre de la Lettre mensuelle couvre les activités récentes de l'ICSW dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique. Le 12ème forum annuel de l'ASEAN, qui s'est tenu au Myanmar, a mis en lumière toute une série de questions relatives au développement social, sous le prisme de l'évolution de la structure démographique dans la région, y compris les possibilités et les défis que pose le vieillissement de la population. Cet article de fond aborde ces questions dans le contexte malaisien.

La section actualités du bulletin d'information présente le récent dialogue sur la paix à Genève, auquel le ICSW a participé.

Comme d'habitude, nous présentons également de l'information sur certains livres qui intéressent nos lecteurs.

Sergei Zelenev, Directeur de l'ICSW et rédacteur en chef de la Lettre.

[suite page 2](#)

ZOOM

Article title

Article title

7

10

suite de la page 1

La section Asie du Sud-Est et du Pacifique de l'ICSW participe au 12ème Forum GO-NGO de l'ASEAN sur la protection sociale et le développement

Les membres et les responsables de la section Asie du Sud-Est et du Pacifique (SEAP) du Conseil International de l'Action Sociale (ICSW) ont participé au 12e Forum des ONG de l'ASEAN GO-NGO sur la protection sociale et le développement, qui s'est tenu le 17 octobre 2017 à Yangon, au Myanmar. Le thème du forum était "Renforcer la protection sociale pour relever les défis des sociétés vieillissantes". Ce forum, qui se tient chaque année, a pour but d'accroître et de renforcer la coopération entre les gouvernements de la région de l'ASEAN et les organisations de la société civile en vue d'établir des projets communs.

80 délégués de gouvernements et d'organisations non gouvernementales (ONG) de pays membres de l'ASEAN ont participé, dont le Ministre de l'Union de Myanmar Dr. Gagnez Myat Aye, qui a prononcé l'allocution de bienvenue. Dans son discours, le ministre de l'Union a souligné l'importance des régimes de protection sociale et a encouragé un débat inclusif sur les questions de protection sociale dans le contexte du thème prioritaire du Forum. Il a également invité les participants des pays membres de l'ASEAN à partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'application des engagements existants.

Au cours de l'atelier, les ONG participantes ont échangé des modèles constructifs de partenariat entre les gouvernements et les ONG, pour aborder les questions relatives à l'élargissement des politiques et des programmes de protection sociale pour la population vieillissante et les moyens de les améliorer. La discussion a révélé

l'importance croissante de trouver des solutions efficaces pour la protection sociale des personnes âgées dans la région, ainsi que le riche éventail d'approches existantes.

Le SEAP de l'ICSW a consolidé et présenté en séance plénière les résultats des ateliers. Il a également présenté les conclusions du séminaire national de Kuala Lumpur, mettant en lumière les diverses approches adoptées par les ONG en partenariat avec leurs gouvernements respectifs pour faire face aux opportunités et aux défis du vieillissement. Plus précisément, le modèle d'aide à domicile de la Malaisie a mis en évidence l'appui du gouvernement dans le financement de programmes de formation pour les ONG bénévoles, afin qu'elles puissent dispenser des services de soins efficaces dans les foyers pour personnes âgées. Des ONG ont été recrutées pour gérer les activités du centre pour les personnes âgées construites par le Gouvernement du Brunéi Darussalam. Les représentants thaïlandais ont fait part des résultats de la création d'un centre de formation pour des cours réguliers à l'intention des personnes âgées, qui leur permettront d'améliorer leurs compétences et leurs connaissances dans leurs efforts pour trouver un emploi rémunérateur.

L'Indonésie a lancé un programme d'assurance sociale dans le cadre duquel le gouvernement paye des ONG pour mobiliser la population dans les provinces et les îles éloignées, afin de collecter des données, suivre la mise en œuvre et évaluer les recherches sur le vieillissement de la population. L'ONG internationale HelpAge International a étendu son soutien à un programme de soins à domicile pour les personnes âgées au Cambodge, tandis que l'appui à la gestion des cas de travail social visant à aider les groupes vieillissants au Myanmar a été réalisé en partenariat entre le gouvernement et l'alliance des

ONG. Singapour a mis en exergue son approche *Helping Hands*, dans laquelle le gouvernement finance un certain nombre d'initiatives d'ONG en faveur des personnes âgées et apporte un soutien technique.

L'approche intergénérationnelle avec les personnes âgées a contribué à leur autonomisation dans le pays. Les Philippines ont partagé le fait que les ONG font partie du processus d'examen et de suivi des dépenses budgétaires gouvernementales.

Le financement durable des ONG a été un défi constant dans leurs efforts pour mettre en œuvre des programmes efficaces pour la population vieillissante, et l'appui du gouvernement à cet égard a été jugé crucial. Les programmes nationaux intégrés de protection sociale ont un grand impact sur le bien-être des unités familiales ; le financement budgétaire du système est vital. Cette conclusion fondée sur des données probantes est reflétée dans les principales recommandations formulées par les ONG à l'intention des décideurs. Le renforcement des capacités des ONG est également nécessaire pour donner aux ONG les moyens de s'acquitter de leurs tâches de plaidoyer. Toutes et tous ont convenus que les ONG doivent participer à l'élaboration d'un plan d'action régional sur toute déclaration de l'ASEAN relative au vieillissement de la population ou des personnes âgées.



La protection sociale des personnes âgées: le cas de la Malaisie

Norma Mansor, Directrice du Centre de recherche sur la sécurité sociale Université de Malaya



Contexte

La Malaisie a connu un succès remarquable dans ses efforts de développement économique et social. Les divers plans économiques entrepris depuis les années 1970 ont permis de faire des progrès, permettant à un pays autrefois à faible revenu d'atteindre un revenu par habitant de 10 700 dollars en 2014. Le taux de pauvreté est passé de 52 % en 1970 à moins de 1 % ces dernières années. Historiquement, le développement économique et social s'est concentré sur l'infrastructure et l'agriculture. De lourds investissements ont été consacrés à l'éducation de la population. La stratégie semble avoir bien fonctionné, l'économie étant tirée par un État soucieux du développement.

L'orientation stratégique des exportations vers plusieurs secteurs économiques a contribué à la croissance au milieu des années 1980. Des politiques industrielles vigoureuses ont fondamentalement transformé la structure de l'économie, qui était fondée sur les produits de base, en une économie manufacturière secondaire, avec des intérêts étrangers importants. L'impact a été positif sur la productivité économique et a amélioré les conditions de vie des Malaisiens. Le secteur social en a bénéficié et les possibilités d'éducation primaire et secondaire sont devenues universelles. Elles se sont étendues à presque tous les coins du pays, ce qui a soutenu une grande partie des activités économiques des années 80 et au-delà.

Les soins de santé ont reçu l'attention du gouvernement, en particulier les soins de santé ruraux, qui sont devenus un programme exemplaire pour les pays en développement, grâce au programme d'affichage rural obligatoire pour chaque jeune médecin. Les soins de santé, qui sont universels et financés par l'État, se sont améliorés et sont devenus plus accessibles à de nombreuses régions du pays.

Vieillesse de la population

Diverses initiatives ont permis aux femmes et aux hommes d'avoir un meilleur accès à l'éducation, et des investissements accrus dans l'économie ont amélioré les possibilités d'emploi. Cela a entraîné des mariages retardés et des décisions différées concernant les enfants. La fécondité a donc fortement diminué, passant de 4,74% en 1971 à 2,3% en 2014, et elle tend à baisser. En outre, l'amélioration des soins de santé a entraîné un changement démographique, passant d'une mortalité élevée à une mortalité faible. Cela a entraîné une réduction de la part de la population âgée de moins de 15 ans, qui est passée de 45 % en 1970 à 28 % en 2010, et devrait encore baisser à 17 % en 2050. D'ici 2050, la proportion de personnes âgées de 60 ans et plus devrait représenter 23 % de la population totale. L'espérance de vie des Malaisiens était de 75 ans en 2016. Pour les personnes âgées de 65 ans en 2016, on s'attend à ce que l'espérance de vie atteigne 80 ans pour les hommes et 82 ans pour les femmes. (DOSM)

Toutefois, l'âge de la retraite obligatoire en Malaisie n'est que de 60 ans. L'allongement de l'espérance de vie signifierait que les gens passeraient plus de temps à la retraite. Cela soulève la question de savoir s'il y a suffisamment d'économies pour assurer leur subsistance pendant les années qui viennent. Malgré les soins de santé publics universels, il y a d'autres besoins

de santé qui ne sont pas nécessairement couverts par le système de santé public actuel. Les conséquences socio-économiques du vieillissement posent des défis au système de protection sociale actuel. On sait que les demandes des familles postmodernes, de Malaisie et d'ailleurs, ont réduit la co-résidence et érodé le système traditionnel de soutien familial pour les personnes âgées.

Inégalité et protection sociale

La Malaisie a réussi à lutter contre la pauvreté, mais l'inégalité des revenus reste un problème pour la Malaisie, malgré ses politiques de croissance inclusive. Entre 1970 et 2014, le coefficient de Gini de la Malaisie est passé de 0,51 en 1970 à 0,40 en 2014. Cela signifie qu'au cours des 40 dernières années, l'inégalité des revenus en Malaisie s'est améliorée, mais l'écart reste important, en particulier par rapport à d'autres pays de la région. L'écart de revenu de la Malaisie est certainement plus élevé que celui des pays ayant un revenu par habitant similaire.

Pour combler quelque peu l'écart et aider les pauvres, deux programmes de transferts monétaires ont été mis en place. Les pauvres reçoivent une aide sociale (testée en fonction des moyens), qui est gérée par le Ministère de la Femme, de la Famille et du Développement communautaire. Le gouvernement accorde une aide aux pauvres (BR1M), c'est-à-dire à ceux qui gagnent moins de 3 000 RM (715 \$) par mois. Le BRIM est un virement équivalent à 300 \$ par année ; il a débuté en 2012. L'écart de revenu affecte l'accès des individus à une protection de base contre les risques tels que la vieillesse, le chômage, les handicaps et les catastrophes environnementales.

Dispositions relatives à la protection financière de la vieillesse

Actuellement, il existe plusieurs programmes de protection financière pour

les personnes âgées dans le pays. Le tableau ci-dessous montre les programmes qui ont été établis à partir de la typologie des cinq piliers de la Banque mondiale.

Le pilier 0 fournit des prestations de base par le biais de pensions sociales ou, a minima, d'une aide sociale. Il s'agit d'un programme axé sur les ressources et destiné aux pauvres, à hauteur de 72 \$ par mois. 141 493 personnes âgées, soit 5,2 % des personnes âgées du pays, ont reçu la prestation en 2015. Les foyers publics pour personnes âgées sont très peu nombreux et peu dotés en personnel (Mansor& Ahmad, 2013). Les centres d'accueil de jour, bien qu'améliorées au fil des ans, ne prennent en charge qu'un petit nombre de personnes âgées.

Le pilier 1 est un régime obligatoire, non capitalisé, à prestations ou à cotisations définies, qui peut inclure la pension de la fonction publique, qui n'est pas contributive, et la couverture des accidents du travail dans le cadre de l'Organisation de la sécurité sociale (SOCSO), qui est contributive. La pension de la fonction publique est partiellement financée par les fonds fiduciaires de pensions (KWAP).

Le pilier 2 est un régime professionnel ou de retraite obligatoire, entièrement financé par capitalisation, telle que la Caisse de prévoyance des salariés (EPF) pour les salariés du secteur privé formel. Le fonds des forces armées est alimenté

par des contributions et financé par le Conseil du Fonds des forces armées (LTAT). L'EPF est un mécanisme d'épargne obligatoire (via des contributions des employeurs et des employés) pour les salariés du secteur privé formel. Il s'agit du principal filet de sécurité et constitue l'épine dorsale de la protection financière des Malaisiens, à l'exception des retraites du secteur public et de plusieurs régimes de retraite d'entreprise (peu nombreux). Le FPE permet des retraits forfaitaires ou selon un calendrier convenu lorsque le déposant atteint l'âge de la retraite.

Le pilier 3 est une forme de régime volontaire, entièrement financé, via des contributions professionnelles ou personnelles.

Le pilier 4 donne accès à des mesures informelles et à d'autres mesures formelles, à des avoirs personnels et à divers régimes de retraite privés (PRS) approuvés par la Banque centrale de Malaisie (BNM).

En outre, l'État fournit une aide sociale, y compris une aide en espèces pour le groupe à faible revenu (BR1M), le programme de logement abordable (PRIMA), et une aide sociale pour les pauvres. Pour les musulmans, il y a une aide en espèces provenant de la collecte de la zakat (tithe) payée une fois par an par le conseil d'administration de la Zakat de Malaisie.

Noms des programmes	Types de prestations	Types de financement	
Pilier 0 : Prestations de base via des pensions sociales ou allocations sociales	<i>Bantuan Orang Tua</i> (Allocations en espèces selon les ressources)	Allocations en espèce de RM300(\$ 72)/mois	Trésor public
	<i>Rumah Seri Kenangan</i> (Maisons de retraite)	Allocation en nature	Trésor public
	<i>Pusat Jagaan Harian Warga Emas</i> (Accueil de jour pour personnes âgées)	Allocation en nature	Trésor public

Pilier 1: Mandaté, non financé, dispositifs d'allocation ou de contributions définis	<i>Civil Service Pension Fund Social Security Organisation (SOCSO)</i> (Organisme de la sécurité sociale du fond de retraite des agents de l'Etat)	Vieillesse, invalidité, survie Accident du travail, invalidité, survie	Trésor public, contribution de l'employeur ; contribution de l'employeur et de l'employé
Pilier 2: Dispositifs obligatoires, entièrement financé, professionnels ou individuels	LTAT (armée) EPF (secteur privé)	Toutes prestations Montant forfaitaire/retrait progressif	contribution de l'employeur et de l'employé, Contribution volontaire des indépendants
Pilier 3: Dispositifs volontaires, entièrement finance, professionnels ou individuels	PRS: Dispositif de retraite privé	Montant forfaitaire, (échéance fixe) rente	Prime volontaire, incitations fiscales RM 3,000
Pilier 4: Accès aux mesures formelles ou informelles, et biens personnels	Famille Couverture universelle primaire Logements sociaux	Prestations en espèces ou en nature	Membres de la famille, financé par le budget, soutien budgétaire

Source: Holzmann (2014) et auteur

Enjeux et défis

L'évolution de la structure par âge entraînera inévitablement des défis pour le gouvernement en termes de soins de santé, de soins aux personnes âgées et de systèmes de pensions. Pourtant, sans politiques adéquates de protection sociale, les personnes âgées sombreront dans la pauvreté, seront plus vulnérables et seront exclues de la société.

On estime que seulement un tiers des travailleurs malaisiens bénéficieront d'une certaine sécurité financière à un âge avancé, c'est-à-dire les employés du secteur public, les militaires et un petit nombre de pensions liées à l'emploi. Les autres employés du secteur privé ont peu d'économies à faire, puisque les retraits forfaitaires sont permis ou parce qu'ils n'ont pas accumulé suffisamment d'économies. Le secteur informel n'a

aucune protection. De nombreuses études ont fait état d'un faible niveau d'épargne chez les personnes âgées malaisiennes. Il semble que le problème est plus prononcé chez les femmes âgées parce qu'elles vivent plus longtemps et sont plus susceptibles de vivre seules.

Il y a également un problème de fragmentation entre les prestataires privés et publics. Il y a un manque de coordination centrale entre les différents ministères et organismes concernés. Il n'y a qu'une seule base de données inadéquate et aucune interface, car les données échangées entre les organismes sont sporadiques. Par conséquent, des problèmes surgissent dans l'inclusion et l'exclusion des participants, ce qui entraîne des erreurs de ciblage et l'exclusion des plus méritants. Il y a aussi

la question de l'inachèvement des programmes publics existants relatifs à la protection financière des personnes âgées, dans le cadre desquels le pilier 0 est soumis à un contrôle des ressources ; de nombreuses personnes âgées pauvres ne reçoivent pas le BOT. Le débat entre les programmes fondés sur les ressources et les programmes universels n'a jamais été abordé dans les forums de politiques publiques, et pourtant, des études montrent que les programmes fondés sur les ressources coûtent plus cher que les programmes universels.

Il est donc impératif que le pays dispose d'un système de protection sociale complet, pour que les personnes âgées puissent devenir des membres actifs de la société malaisienne.

Bâtir une société inclusive

Le Cadre national de transformation mis en place par le gouvernement malaisien vise à faire du pays une nation avancée d'ici 2020. La protection sociale a été conçue dans le cadre d'une orientation stratégique fondée sur l'inclusion - la première priorité du onzième plan Malaisie (2015-2020) du gouvernement. La Malaisie s'emploie également à atteindre les objectifs de développement durable - l'inclusion est mentionnée dans six des dix-sept objectifs. Les objectifs de protection sociale énoncés dans SDG (2014) appellent, entre autres, à mettre un terme à la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde, à garantir des modes de vie sains et à promouvoir le bien-être pour toutes et tous à tous les âges, et à promouvoir une croissance économique inclusive et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour toutes et tous.

Il serait peut-être utile d'étudier la possibilité d'adopter un régime de sécurité sociale plus intégré, intégrant les fonds de prévoyance des salariés (EPF) et l'Organisation de sécurité sociale (SOCSO), avec des filets de sécurité tels

que BR1M et d'autres régimes de protection sociale, afin d'éviter tout chevauchement et d'améliorer l'efficacité de l'administration.

Il existe de bonnes institutions nationales, telles que l'EPF et la SOCSO, pour mobiliser l'épargne tout en assurant un filet de sécurité sociale pour les retraités et les personnes blessées au travail. L'épargne est investie et les épargnants profitent de leur rendement après la retraite. Le régime devrait également couvrir, d'une certaine manière, les travailleurs indépendants.

Aller de l'avant - Création du Conseil de la protection sociale de Malaisie (MySPC)

La création du Conseil de la protection sociale de Malaisie (MySPC) en octobre 2016 est un pas dans la bonne direction. L'objectif de MySPC est de formuler une politique de protection sociale intégrée, holistique et globale. Le Conseil est présidé par le Premier ministre et assisté d'un comité technique et placé sous la direction du ministre dans le département du Premier ministre chargé de l'Unité de planification économique (UPE).

Conclusion

Si les individus, les familles et le secteur privé ont un rôle à jouer, le rôle résiduel actuel du gouvernement doit être revu, notamment en ce qui concerne la protection financière des personnes âgées.

La politique de protection sociale pour les personnes âgées cherche à créer un environnement favorable qui offre à chacun la possibilité de faire des choix éclairés sur le vieillissement actif, sain et positif. Les dispositions actuelles en matière de protection financière des personnes âgées peuvent certainement être encore améliorées, afin d'assurer une meilleure sécurité des personnes âgées.

Bibliographie

The National Institute on Aging, U. S. Department of Health and Human Services :

<https://www.nia.nih.gov/health/publication>

Masud, J. et Haron S. A. (2014). Income disparity among older Malaysian, *Research in Applied Economics*, Vol. 6, No. 2. Doi: 10.5296/rae.v6i2.5578

Holzmann, R. (2014). La protection financière des personnes âgées en Malaisie: défis et options.

Mansor, N, Abd Samad, S. (2013), *Malaysian Journal of Economic Studies (MJES)*, 50 (2): 139-155

Mansor, N., & Awang, H. (2002). The role of social safety nets in Malaysia: Trends and prospects. Vers un développement durable en Asie: le rôle de la protection sociale, 197-214

Park, D. et Estrada G. B. (2012). Développer les systèmes de pension et le soutien au revenu des personnes âgées en Asie, Série de documents de travail de l'ADBI. No. 358. Tokyo: Institut de la Banque asiatique de développement.

DESA, U. N. (2013). Perspectives démographiques mondiales: la révision 2012. Division de la population du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, New York.

Département des statistiques, Malaisie. https://www.dosm.gov.my/v1/index.php?r=colonne/cdatavisualisation&menu_id=WjJMQ1F0N3N3RXcINGNWIODBDRmmh2UT09&bul_id=a0ZQRGIrV3k1R0FJeDDBCYNFUZVU4ZZZ09

5ème édition des Pourparlers de paix de Genève Journée internationale de la paix - 21 septembre 2017

Par Odile Frank, Représentante spéciale de l'ICSW auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

La cinquième édition des Pourparlers de paix de Genève a traité du thème "Construire des ponts", dans le but d'éliminer les murs, de sortir des silos et de travailler ensemble dans un climat mondial de plus en plus incertain. Les pourparlers visaient à contourner les conflits et à trouver ensemble un terrain d'entente pour construire la paix.

Les quatre objectifs des pourparlers de paix de Genève - démontrer des solutions pacifiques, présenter des histoires inspirantes, sensibiliser au rôle de chacun d'entre nous et inspirer l'action - ont été largement atteints par les personnalités qui ont partagé leurs histoires personnelles ou leurs réflexions sur la recherche de la paix.

L'ensemble des onze orateurs était en effet exceptionnel. Ils incluaient les personnes suivantes:

- **Heba Aly**, journaliste et responsable de IRIN News, qui a fait valoir que l'humanisation de l'ennemi réduit la division entre "eux et nous". Heba Aly a noté que le modèle d'affaires pour les médias était devenu financier et fondé sur des idées figées, alors que la qualité du journalisme indépendant était primordiale.
- **Azra Hadzic** est un architecte qui travaille depuis plus de 20 ans en conservation architecturale et archéologique des monuments protégés de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine
- **Christian Picciolini** a fait le remarquable virage personnel du skinhead américain vers un défenseur de la paix respecté. Il a souligné les

rôles nuisibles que l'ignorance et l'isolement jouent dans le développement de la haine chez les jeunes dans leur quête d'identité

- **Sihem Bensedrine**, le responsable de la Commission Dignité et Vérité de Tunisie, a souligné la vigilance et l'effort incessant qu'il faut déployer pour s'attaquer aux opposants de la paix sociale, étant donné que la majorité en faveur de la paix sociale s'accroît lentement mais sûrement
- **Saba Temelso** et Dan Stein se concentrent sur la cuisine et la nourriture comme moteurs fédérateurs fondamentaux. Dan a fondé une ONG suisse Cuisine Lab ainsi que le Festival Culturel des Réfugiés. Saba, une réfugiée érythréenne passionnée de cuisine, est chef cuisinière au Cuisine Lab.
- **Hyung Joon Won** est un violoniste brillant qui a défendu et démontré que les musiciens pratiquent la paix par l'harmonie dans le monde entier. Bien qu'ils jouent sur différents instruments, ils s'écoutent les uns les autres et travaillent ensemble pour atteindre la somme lumineuse de leurs parties
- **Hassan Ismail**, responsable du programme d'Interpeace au Kenya a une longue et vaste expérience de la consolidation de la paix au Kenya et en Somalie. Il a souligné qu'aucun conflit n'est statique, que les conflits évoluent toujours et que les réponses doivent suivre, voire anticiper leur évolution
- **Sonja Stojanovic Gajic**, est la directrice du Centre de Belgrade pour la politique de sécurité. Elle a mis en lumière des questions difficiles liées à l'insécurité: qui est protégé ou exclu ? Les menaces sont-elles réelles ? Quel est le prix de la sécurité ? Cela nécessite un engagement à la fois avec les exécutants et les détracteurs.
- **Le général de brigade Álvaro Pico Malaver**, de la Police nationale colombienne, est un officier

hautement qualifié et expérimenté dans le domaine de la gestion de la sécurité humaine. Il est le chef de l'Unité de police colombienne pour la consolidation de la paix (UNIPEP) et de la Commission des négociations de paix avec les FARC.

Les entretiens se sont terminés par une offrande musicale de **Djaza**, un trio qui a présenté un répertoire de musique traditionnelle algérienne appelé Chaâbi. Né dans la Casbah d'Alger au début du XXe siècle, cette musique mêle poésie classique et paroles sur l'amour et la vie quotidienne.

Le point culminant des pourparlers a sans aucun doute été l'interview d'ouverture de Kofi Annan, qui a parlé du rôle des jeunes dans la consolidation de la paix. Il a souligné que l'inégalité, le changement climatique et la situation au Moyen-Orient. Il a dépassé la question de la Palestine et d'Israël pour englober toute la région, du Maroc à l'Afghanistan et au Pakistan, en passant par la guerre de Sept ans en Syrie. Ce conflit par procuration dirigé par des forces extérieures est en train de changer notre monde et les principaux défis auxquels nous sommes confrontés.

Mais surtout, **Kofi Annan** nous a rappelé le pouvoir du scrutin. Il a exhorté les jeunes à voter, car les élections permettent de gagner et protègent les vainqueurs. Elles sont donc un moyen d'éviter les conflits. Il a souligné de façon critique l'important paradoxe selon lequel les gens se battent et meurent pour le droit de vote.

Le point de Kofi Annan souligne le paradoxe qui a prévalu tout au long de l'histoire humaine et à travers le monde aujourd'hui encore. La paix est la plus ardemment espérée, mais la sécurité sans liberté peut exiger un prix que la plupart ne paieront pas. La liberté, la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales ont

toujours été plus importantes, et sont susceptibles de l'être encore longtemps, que la paix, peu importe le prix. Le défi pour nous tous est de pousser la paix jusqu'au point où elle est partout l'aboutissement du développement de sociétés véritablement libres.

Les Pourparlers de paix de Genève sont un événement public co-organisé par [l'Office des Nations Unies à Genève](#), [Interpeace](#) et la [Plate-forme de consolidation de la paix de Genève](#), pour célébrer la Journée internationale de la paix. La cinquième édition s'est déroulée en partenariat avec le [Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève](#) et la Communauté des « [Global shapers](#) » de Genève. Elle a également été rendue possible grâce au soutien de la Confédération, de la République et de l'Etat de Genève, de la Ville de Genève et de [Mirabaud](#). L'enregistrement en direct de l'événement complet est disponible sur www.genevapeacetalks.ch
Écrit par Odile Frank, Représentante spéciale de l'ISCW auprès de l'ONU à Genève

Nouvelles publications - les trouvailles du mois

Façonner le développement social d'outre-mer? Nouvelles orientations de la politique sociale en Indonésie.

Auteurs: Kelly Stetter, Aida Lizbeth Becerra Garza



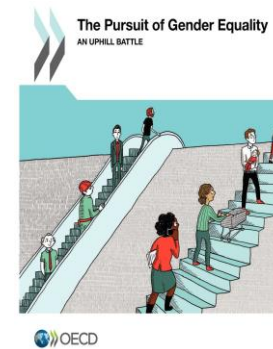
UNRISD Policy Brief 17, Genève 2017
Cette étude de cas, qui fait partie du projet de recherche de l'UNRISD intitulé New Directions in Social Policy (Nouvelles orientations en matière de politique

sociale), examine l'approche novatrice des organismes internationaux d'aide aux processus de réforme sociale en Indonésie et leur impact sur les institutions et les acteurs nationaux.

Pour plus de détails:

[http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/\(httpPublications\)/5DF690889031607DC12581A200567EDF?OpenDocument](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/(httpPublications)/5DF690889031607DC12581A200567EDF?OpenDocument)

La poursuite de l'égalité des sexes. Un combat exigeant.



Ce rapport publié par l'OCDE examine les développements récents en matière d'égalité des sexes dans l'éducation, l'emploi, l'esprit d'entreprise et la vie publique. Il contient un chapitre de synthèse et 24 courts chapitres, chacun contenant les principales conclusions et recommandations politiques.

OCDE, Paris, 2017

Pour plus de détails:

<http://www.oecd.org/publications/the-pursuit-of-gender-equality-9789264281318-en.htm>

The content of this Global Newsletter may be freely reproduced or cited provided the source is acknowledged. The views do not necessarily represent policies of ICSW.

Newsletter Editor:
Sergei Zelenev, Executive Director
E-mail: szelenev@icsw.org,

Address:
ICSW, 5700 Arlington Ave.,
Bronx, New York, 10471 (US Office)

icsw@icsw.org
Website www.icsw.org

If you wish to cease receiving this newsletter, please click 'here' providing your name and email address